

# EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS

## ARRÊTÉ TEMPORAIRE n° 22-344



Pose d'un échafaudage au  
5 rue Toutevoie

### POLICE MUNICIPALE

Tel : 02.54.81.58.88

policemunicipale@mer41.fr

PM CH-ALB-22-344

Le Maire de la Commune de MER

**Vu** La demande par mail de Monsieur ROUGEAU Matthieu, en date du mardi 01 novembre 2022 par lequel le pétitionnaire ci-dessus référencé demande l'autorisation d'installer un échafaudage devant le 05 rue Toutevoie, agglomération de MER pour des travaux de rénovation de la façade extérieure de son domicile du lundi 07 novembre 2022 au vendredi 23 décembre 2022 de 08h00 à 18h00 ;

**Vu** le Code de la Voirie Routière, et notamment les titres I et IV (voirie communale) ;

**Vu** l'arrêté Préfectoral du 12 mars 1965 portant règlement sur la conservation et la surveillance des voies communales ;

**Vu** le code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le Code des Communes (partie réglementaire) ;

**Vu** le Code de la Route ;

**Vu** l'état des lieux ;

## Arrête

### **Article 1 :**

#### **Prescriptions techniques :**

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter des travaux visés ci-dessus, à savoir : pose d'un échafaudage sur la voie publique de 1.5 mètre de large sur 3 mètres de long et 2 mètres de hauteur face au 05 rue Toutevoie 41500 MER afin de réaliser des travaux de rénovation de la façade extérieure. Le bénéficiaire est autorisé à stationner un véhicule et une remorque au plus près afin de réaliser les travaux et d'évacuer les gravats.

### **Article 2 :**

#### **Ouverture du Chantier :**

Le bénéficiaire informera la mairie de la date de début des travaux, au moins trois jours ouvrables avant l'ouverture du chantier, la durée des travaux ne pourra excéder la durée prévue, soit **du lundi 07 novembre 2022 au vendredi 23 décembre 2022 de 08h00 à 18h00.**

L'échafaudage est amené à être démonté chaque soir.

### **Article 3 :**

#### **Signalisation du Chantier :**

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de signalisation. La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

La circulation des véhicules et des piétons ne devra être en aucun cas interrompue.

**Vu la configuration des lieux, le bénéficiaire devra prévenir les riverains des travaux et de la gêne occasionnée par le chantier.**

**Article 4 :**

**Dispositions communes**

Aucune fabrication de béton ou mortier ne sera tolérée sur la voie publique. Les lieux devront être remis en état dès l'achèvement des travaux.

La présente autorisation n'est valable que pour les travaux décrits, dans l'article 1.

**Dispositions techniques**

UNE ATTENTION PARTICULIERE SERA APPORTEE AUX CONDITIONS DE SECURITE CONCERNANT NOTAMMENT, LES RISQUES DE CHUTE OU DE PROJECTION DE MATERIAUX SUR LA VOIE PUBLIQUE. Le stationnement des éventuels véhicules utilisés sur le chantier devra respecter les règles du stationnement en vigueur dans la rue et les dispositions de l'article 1. Le pétitionnaire est tenu de maintenir un balisage éclairé pendant la nuit s'il y a débordement au-delà d'un mètre de la façade.

**Article 5 :**

**Validité – Précarité – Responsabilité :**

La présente autorisation n'est valable que pour la durée prévue à l'article 2. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en est pas fait usage dans ce délai. Elle est délivrée à titre précaire et révocable, le bénéficiaire de la présente autorisation demeure responsable de tout accident occasionné par le fait des travaux et des dommages de toute nature qui pourraient résulter de ses installations.

**Article 6 :**

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire d'obtenir, si nécessaire, les autorisations prévues par d'autres réglementations, et notamment le permis de construire prévu par l'article L.421-1 du Code de l'Urbanisme, Il n'est délivré que sous réserve du droit des tiers et des règlements en vigueur, Il peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur ou d'un recours contentieux devant le juge administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 7 :**

Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'Etat en application de l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L.2131-1 dudit Code.

**Article 8 :** L'ampliation du présent arrêté sera adressée à :

M. le Commandant de la Gendarmerie de MER,  
M. le Responsable du Centre de Secours de MER,  
Mme la Responsable de la Police Municipale de MER,  
M. le Directeur des Services Techniques,  
Le Service à la Population de la ville de MER,  
M.ROUGEAU Matthieu, pétitionnaire,

Pour en assurer l'exécution chacun en ce qui le concerne.

Mer, le 02 novembre 2022



**Vincent ROBIN**

Maire,  
1<sup>er</sup> Vice-Président de la Communauté  
de Communes Beauce Val de Loire